

GRÈVE DANS LES LYCÉES

Décision aujourd'hui

Les trois syndicats du secteur de l'éducation ayant prévu un mouvement de protestation pour demain 25 avril font marche arrière et conditionnent le mouvement de protestation par les décisions qui seront prises lors des réunions de leurs conseils nationaux et de bureaux prévus aujourd'hui.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La volte-face des syndicats que sont le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) et l'Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation (Unpef) résulte des réunions tenues par la tutelle lors des derniers jours. Toutefois, leurs porte-parole expliquent que ces réunions n'ont abouti qu'à des promesses une nouvelle fois et non pas à des décisions concrètes de la part de la tutelle.

«Nous avons rencontré à trois reprises les responsables du ministère dont le ministre lui-même suite à

notre préavis de grève et repris point par point les discussions sur les points de revendications. Toutefois, rien de concret n'a été décidé et nous ne pouvons soumettre que cela à notre base», a déclaré M. Meriane, porte-parole du Snapest. Il rappellera, par ailleurs, que les principales revendications du syndicat concernent la révision du régime indemnitaire et le statut.

Concernant ce dernier point, le syndicaliste dira que suite à la rencontre au ministère de l'Education, il a été décidé l'installation d'une commission mixte qui sera appelée à prendre en charge les «lacunes et les incohérences enregistrées dans les textes». Pour ce qui est des œuvres sociales,



Meziane Meriane, porte-parole du Snapest.

il a été décidé l'amendement à court terme du décret 158-94. Cela d'autant plus que la gestion des œuvres est gelée depuis le mois d'août passé et la requête concernant la refonte de la gestion des œuvres

sociales acceptée, selon Meziane Meriane.

Les revendications du syndicat concernent aussi les conditions de travail et les spécificités relatives aux travailleurs du sud du pays. A ce propos, le syndicaliste

précise que suite aux discussions avec la tutelle, le problème s'oriente vers une solution globale et sera traité dans le cadre d'une commission.

La question des enseignants du technique était

aussi à l'ordre du jour des réunions a rappelé M. Meriane.

Les résultats des réunions avec la tutelle seront, aujourd'hui, soumis au bureau du syndicat, qui décidera ou non d'aller vers un mouvement de protestation.

Pour sa part, M. Boudiba, représentant l'Unpef dira aussi que le débrayage dépend de la décision de son conseil national qui se tient depuis hier.

Les principales revendications de ce syndicat rejoignent ceux du Snapest et concernent le régime indemnitaire, les œuvres sociales, la retraite ainsi que la médecine du travail.

L'Unpef tient aussi son conseil national aujourd'hui pour décider d'aller ou non vers l'action de protestation.

F-Z. B.

Photo : Samir Sid

ILS MENACENT DE RADICALISER LEURS ACTIONS

Les souscripteurs AADL lancent un «dernier avertissement»

L'Association de solidarité de bienfaisance des souscripteurs du programme AADL 2001 demande audience au ministre de l'Habitat. Elle appelle le ministre à débloquent la situation. Un «dernier avertissement» avant de mener de nouvelles actions de protestation.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les souscripteurs du programme AADL 2001 continuent leur combat pour l'obtention de logements. L'Association de solidarité de bienfaisance des souscripteurs du programme AADL 2001 a animé, hier à Alger, une conférence de presse, pour

dénoncer, pour la énième fois, le blocage de leur situation.

Akli Ayachi, président de l'association, a indiqué qu'il a été fait don par un particulier d'une assiette de 14 ha pour la construction de logements AADL à Draria. Toutes les administrations concernées ont été sollicitées pour donner leur autorisation pour la construction de ces logements, mais en vain. «Nous avons frappé à toutes les portes et nous avons informé par courrier la direction de l'AADL, le ministère de l'Habitat, l'APN, les autorités locales..., que nous avons une assiette de terrain mais nous n'avons

reçu aucune réponse», a dénoncé le représentant des souscripteurs. L'association demande audience au ministre. Le but ? Faire pression sur le directeur de l'agence AADL pour accélérer les procédures et entamer les travaux de construction. Un «dernier appel au secours» que lancent les souscripteurs, lesquels ont fixé un délai d'une semaine pour avoir une réponse. Au-delà de cette date, ils menacent de mener de nouvelles actions de protestation. «Les autorités n'ont qu'à prendre leurs responsabilités», défient-ils.

S. A.

ILS DÉNONCENT LA DISSOLUTION DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

Sit-in, aujourd'hui, devant le ministère des Finances

Soutenus par les experts-comptables, les commissaires aux comptes et les comptables agréés, les stagiaires de cette corporation organisent aujourd'hui un sit-in de protestation devant le ministère des Finances pour dénoncer la dissolution de l'Ordre des experts-comptables.

Lors du congrès tenu hier à la salle polyvalente de l'hôtel Sofitel, un parlement de professionnels de la comptabilité a débattu du devenir de la profession. Indignés par le blocage de leurs comptes en banque et de la mainmise ministérielle, ils souhaitent retrouver leur autonomie. Après une première action revendicative le 19 mars, il y a eu passation de consignes, l'Ordre national des experts-comptables, des commissaires aux comptes et des comptables agréés (Cnecc) dit ne pas avoir été informé au «moment voulu». La commission ad hoc devait, dans un délai de trois mois, à partir de la date de la promulgation de la loi n°10-01, soit avant le 11 octobre 2010, préparer

les élections des nouveaux ordres, mais rien n'a été fait dans les délais réglementaires prévus.

La dissolution de l'ordre a été prononcée sans que la passation des pouvoirs ne se fasse ni que les documents administratifs des différentes catégories professionnelles n'aient été dûment remis à la commission. Celle-ci n'ayant pas pu signer de passation officielle, elle a recours à «des procédés regrettables pour des passations avec les conseils régionaux [...], les rédacteurs de cette loi se sont permis de présenter un projet de loi périmé, élaboré dans les années 2002-2003», s'insurge Mohamed-Lamine Hamdi,

président de l'Ordre. L'installation de la commission et son entrée en activité ne peut être effective et régulière qu'après la passation de consignes dans les formes légales en usage. A ce jour, aucune passation de consignes n'a été établie entre l'Ordre et la commission ad hoc. «Les juristes s'accordent à dire qu'il leur est nécessaire d'adopter une loi modificative pour permettre aux élections d'avoir lieu [...]».

Le ministère des Finances a décidé de contrôler les élections des commissions régionales du Conseil, les intéressés les boycotteront», a conclu le président du Cnecc.

Darine Hassani

Rectificatif

Dans l'article intitulé «Partenaire exclusif de l'Etusa : Métrobus s'impose dans l'affichage publicitaire mobile», paru dans l'édition d'hier, une incorrection a été commise au niveau du titre et du corps du papier.

Au lieu du terme «exclusif» utilisé, il fallait lire dominant ou principal, dans la mesure où l'Etusa est partenaire d'autres opérateurs de ce domaine.

Dont acte.

C. B.

NUMÉRO 16/17 DE LA REVUE PSYCHOLOGIE

La SARP se penche sur les cas de femmes subsahariennes en migration

Le dernier numéro de la revue scientifique Psychologie, éditée par la Société algérienne de recherche en psychologie (SARP), consacre une bonne partie des recherches et articles aux approches psychologiques et sociopsychologiques du masculin-féminin, aux genres, à la violence au masculin et aux femmes subsahariennes en migration.

La revue *Psychologie* publie des travaux originaux, réflexions théoriques, études cliniques, rédigés en arabe, en français et en anglais, dans le champ de la psychologie et des sciences de l'éducation.

Pour ce dernier numéro, les chercheurs ont axé leurs publications sur différents thèmes et autant de travaux de recherche. Il s'agit, notamment, du thème relatif au masculin-féminin du point de vue des approches psychologiques et psychosociologiques. «L'étude du couple masculin/féminin n'est pas toute nouvelle pour nous. Elle a fait l'objet, pour n'évoquer que ce qui a été réalisé dans le domaine de la psychologie, d'approches multiples : clinique psychosociologique, psychopathologique... Il faut relever, toutefois, que la notion de genre n'est pas encore arrivée à se frayer un chemin dans les travaux des psychologues algériens. Moins dans les mémoires et thèses de doctorat auxquels nous avons eu accès. La variable sexe reste encore une donne non susceptible d'interrogation», expliquent les chercheurs dans leur publication.

Pour ce qui est du thème relatif à la femme subsaharienne et la migration, «l'article tente de faire ressortir les profils sociodémographiques et les conditions de vie de femmes subsahariennes engagées dans un processus de migration en Algérie considérée soit comme pays de destination soit comme pays de transit vers l'Europe», explique l'auteur qui évoquera aussi «les différentes caractéristiques des profils de femme qui ont été dégagées en comparaison à celles des hommes subsahariens qui se trouvent dans la même situation. L'une des caractéristiques principales de la femme africaine émigrée est la violence quasi quotidienne qu'elle subit».

Dans ce numéro et en plus d'autres thèmes traités, les auteurs font le bilan des activités des centres de la SARP pour l'année 2009. Il s'agit, notamment, du centre d'aide psychologique de Sidi-Moussa.

F-Z. B.